Le repositionement de l'UDC : en temps de crise, peut-on être encore à la fois nationaliste et ultra-liberal?

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (2009)**

Heft 1813

PDF erstellt am: **10.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1013809

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le repositionnement de l'UDC

En temps de crise, peut-on être encore à la fois nationaliste et ultra-libéral?

André Gavillet (16 février 2009)

Les contradictions entre l'idéologie et la pratique politique de l'UDC étaient connues depuis longtemps, mais gommées par les succès électoraux. Aujourd'hui, à l'heure des déconvenues, elles éclatent au grand jour.

Le premier pilier de la doctrine est l'exaltation de la souveraineté nationale, le refus de transfert de compétences à une autorité supra-nationale, notamment européenne. Les choix du peuple s'exprimant par la démocratie directe sont, et doivent rester, la loi suprême. Le second pilier doctrinal assure la critique de l'Etat. Tout ce qu'on lui reprend, car il est prédateur, est autant de liberté reconquise. Cet ultra-libéralisme est alors justifié par la responsabilité individuelle, chacun assume sa propre défense, symbolisée par *«l'arme à la maison»*.

Inadéquation

Les analyses de l'électorat de l'UDC révèlent une distorsion entre l'idéologie affichée et le statut social des adhérents. Ils sont en majorité de condition modeste, plutôt âgés, résidant dans les zones campagnardes ou semi-urbaines. L'ultra-libéralisme, le démantèlement de l'Etat sont contraires à leurs intérêts directs, même si la propagande enrobe les attaques contre l'Etat social sous le camouflage de la chasse aux z'abus, et aux *«étrangers profiteurs»*.

L'UDC fit, dans la pratique, les concessions utiles. L'agriculture trouvait dans ses rangs de zélés protectionnistes. Mais aussi les monopoles électriques, et même les banques cantonales. La cohérence entre la doctrine et la pratique était mise à mal, mais le parti s'en accommodait, jusqu'à la crise.

Une droite anticapitaliste

La crise financière et économique a révélé d'autres z'abus que ceux des *«profiteurs»* de l'assistance sociale. Les milliards évaporés, les pertes historiques, les bonus sont d'une autre dimension. Et quel coût pour l'Etat, sollicité d'intervenir et de jouer les sauveurs! Comment, dans de telles circonstances, maintenir la ligne ultralibérale? Il y a la paille du fonctionnement de l'Etat social, mais la poutre de la dérive des marchés financiers.

La faillite de Swissair fut un exercice préalable. L'UDC ne manqua pas de saisir l'occasion d'une critique de la nomenklatura économique radicale. Mais en refusant l'interventionnisme de l'Etat-sauveur, elle restait fidèle au libéralisme qu'elle affichait. Toutefois, elle n'a pu tenir cette position lorsqu'il s'est agi de sauver UBS. Elle a souscrit au dépannage de la banque. Mais elle a préconisé des mesures interventionnistes sur la structure de la banque, les bonus et la rétribution des cadres.

Qui?

Garder comme pilier de la doctrine la souveraineté nationale, intransigeante,et démontrer que le capitalisme sans feu ni lieu y porte souvent gravement atteinte, ce serait positionner, à côté de la droite libérale, une droite nationaliste et anticapitaliste.

Qui pourrait conduire cette évolution de l'UDC? On aurait pu dire Christoph Blocher, car elle correspond à son tempérament. Mais il a déjà tenu le premier rôle dans la phase I du mouvement, il ne peut, milliardaire, sans contradiction incarner la phase II.

A défaut, l'UDC restera le compagnon de route de la droite libérale, utile pour contenir les dépenses de l'Etat, maintenir le secret bancaire et refuser l'adhésion à l'Union européenne. A moins que s'impose un nouveau leader, qui devrait apporter autre chose que les *«boilles»* à lait de Toni Brunner. Le poste de leader de la droite anticapitaliste est à repourvoir.